

Pour compenser la saisie du précédent

N° 471 - 3 octobre 1957

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS »

HEBDOMADAIRE

ce n° spécial 50 frs sur huit pages

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION: 5, Rue de Charonne, PARIS (XIe). Tél.: RO. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F. Etranger: 1 an: 1.500 F. C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Un gouvernement au service du peuple

Il ne peut être qu'un gouvernement sans ministres bourgeois; qu'un gouvernement émanant des masses populaires en lutte, et fonctionnant sous leur contrôle. Un tel gouvernement ne peut sortir d'aucun combine parlementaire. Seuls les travailleurs peuvent l'imposer par les manifestations de masse, par la grève générale; comme ils imposeront au patronat les 10.000 francs d'augmentation mensuelle égale pour tous, premier acompte sur une véritable revalorisation de leur niveau de vie. Un tel gouvernement, convoquerait sans délai une véritable conférence de la table ronde sans exclusion ni préalable, avec toutes les organisations algériennes, pour préparer le cessez-le-feu et le règlement pacifique du problème algérien. Il reconnaîtrait le droit de tous les peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes; Il retirerait immédiatement les troupes françaises d'Afrique du Nord.

UN PROCES DE MILITANTS DU M.N.A. et de L'U.S.T.A.

« Je lutte pour libérer le Peuple algérien du colonialisme ». « Le Peuple algérien n'est pas l'ennemi du Peuple français ». BABA ABDELAZIZ. (à l'audience du 27-9) Mieux que de longs commentaires, quelques extraits des déclarations des cinq militants et sympathisants M.N.A. et des deux syndicalistes U.S.T.A., qui viennent de comparaitre devant le 17<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, caractérisent la dignité et le sens de l'honneur d'hommes qui, par leur courage et leur fermeté politique, dominent de haut les débats. BELACENE. — « Je suis un Algérien parmi des milliers d'autres, obligé de quitter mon pays, chassé par la misère. L'Algérie, ma chère patrie, est à feu et à sang. Le M.N.A. et son chef Messali Hadj luttent pour le droit du peuple à disposer de lui-même. Je suis convaincu que le temps de l'exploitation de l'homme par l'homme est révolu ».

HADDOU. — « Je ne nie pas mon appartenance au M.N.A.; je dois m'expliquer sur la politique de ce mouvement, qui est accusé à l'activité clandestine pour faire entendre la voix de notre Peuple martyr ».

BABA. — « C'est un nationalisme libérateur que celui du M.N.A., épris

- Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, « La Vérité » a été saisie dix-sept fois en totalité... N° 350 du 5 mars 1955. N° 367 du 5 août 1955. N° 369 du 19 août 1955. N° 401 du 6 avril 1956. N° 403 du 13 avril 1956. N° 405 du 20 avril 1956. N° 406 du 21 avril 1956. N° 411 du 25 mai 1956. N° 412 du 1<sup>er</sup> juin 1956. N° 418 du 13 juillet 1956. N° 421 du 7 septembre 1956. N° 428 du 26 octobre 1956. N° 442 du 25 janvier 1957. N° 443 du 26 janvier 1957. N° 445 du 8 février 1957. N° 451 du 22 mars 1957. N° 470 du 27 septembre 1957.

... et pratiquement chaque semaine en Algérie.

CHAQUE JEUDI ACHETEZ « LA VERITE » TOUJOURS DANS LE MEME KIOSQUE; OU MIEUX: ABONNEZ-VOUS

Crise: Pas d'issue en régime bourgeois

AYANT ainsi établi dans le précédent numéro de « La Vérité », le bilan de l'imposée de la loi-cadre, nous posons la question: Alors? Alors, le Parlement bourgeois, désigné plus encore, que nous ne pouvions le prévoir, avec son impuissance. Bourgeois est renversé. La loi-cadre est rejetée. Et après? « L'avenir nous prend à la gorge », déclare, stupéfait, « L'Aurore », suivie par la quasi-totalité de la presse bourgeoise d'aujourd'hui, mardi 1<sup>er</sup> octobre.

L'avenir de l'impérialisme français est d'ores et déjà scellé. Le Peuple algérien conquerra son droit à disposer librement de lui-même. C'est une certitude. Et cette conquête marquera le glas de l'impérialisme français. Le problème n'est plus que de savoir quel sera le « contenu » politique et social du droit du Peuple algérien à disposer de lui-même.

L'Assemblée Nationale est partagée en deux camps, à l'image du déchirement de la bourgeoisie; les objectifs des uns et des autres, répétons-le, sur le plan de la défense des intérêts de l'impérialisme, se justifient et s'annulent. Une solution politique ouvre la voie à l'indépendance. C'est un fait. La solution militaire est impossible. C'en est un autre. Le Peuple algérien ne mettra pas les armes, l'arrêt, en dehors du temps et de l'espace, est aussi bien le statu quo, qu'un exécutif qui ne serait pas celui d'un Etat indépendant jouissant de droits et prérogatives de la pleine et entière souveraineté.

Il faut tenir pour non moins irréalistes ceux qui voudraient représenter le 3<sup>e</sup> camp, celui des stalinistes et progressistes, auquel se joignent, avec d'autres objectifs, les mendelesistes qui voudraient régler les problèmes par la recherche de la quadrature du cercle; soit dire aux aspirations nationales du Peuple algérien tout en protégeant les intérêts de la « France », d'une France aux

concessions de forme aux Algériens, permettrait au Gouvernement tunisien du moins le droit, de reculer l'échéance d'un certain nombre de problèmes (tels celui de la terre, des positions économiques impérialistes) dont la solution, seule, donnerait son véritable contenu à l'indépendance nationale. Dans le cadre de la stratégie parlementaire, M. Mitterrand est certainement l'homme politique français le mieux placé. Il dénonce les fauxsemblants de la loi-cadre et vote la confiance au Gouvernement sur cette loi-cadre. En un mot, M. Mitterrand, en résumé dans son discours et ses votes l'impose, les contradictions de la bourgeoisie, serait véritablement l'homme de la situation, d'une situation où toute la question se résume à durer en attendant le miracle.

(Suite de la p. 3)

Une chute sans gloire

Le Gouvernement Bourgeois-Maunoury est tombé, emporté dans les débris de sa loi-cadre. Par 279 voix contre 253, l'Assemblée a voté le projet qui lui était soumis, condamnant Bourgeois-Maunoury à porter sa démission au Président de la République. BEAUCOUP DE MAL POUR BIEN Si la situation parlementaire du Gouvernement à la veille du départ, n'était pas désespérée. Voteraient certes lui, très certainement, les communistes et les socialistes, une bonne partie des radicaux et en bloc, sans l'opposition de M.R.P. Les indépendants, les républicains sociaux, dont on connaît l'hostilité au premier projet de loi-cadre, tenaient leurs mains sur la corde du Gouvernement. On lui fut pour les pousser. Après la première offensive, menée de front par Morice et Soustelle, Bourgeois eut cette incroyable confidence de la Table Ronde et se proposa autour d'elle de résoudre la quadrature du cercle. C'est est vrai que la loi-cadre ne simplifiait pas grand-chose, ne simplifiait que parce qu'elle était impossible et que personne ne songerait d'ailleurs à chercher à l'appliquer, c'était néanmoins à sonabri que s'affrontaient des politiques différentes sur la question algérienne. Certains, avec l'horreur d'un état algérien, y voyaient la possibilité de se préparer à de véritables négociations. D'autres s'opposaient farouchement à tout exécutif, terme d'une inévitable élection. On fit tout pour passer ces derniers. Les socialistes qui, pourtant, ils déclaraient, que le projet initial de loi-cadre était un minimum en ce qui concernait le maintien de la situation, capitulèrent allégrement. Tant et si bien que lorsqu'on parvint à un accord des cent cinquante, il ne restait plus grand-chose de la loi-cadre, même pas les intentions supposées de ses promoteurs, mais seulement un charbonnager inutile. Rien n'y fit pourtant. L'appellation n'était pas socialiste, il est maintenant bien clair que ce n'est pas au langage de loi-cadre que l'on en voulait, mais au Gouvernement. Ainsi s'explique l'initiative de Soustelle qui, jusque au bout sans ménagements, rassembla contre le Gouvernement, en dépit des efforts de Duchet et de Chaban-Delmas, la grande majorité des députés modérés indépendants et républicains sociaux. Il est assez remarquable que cette offensive en règle de ce que l'Assemblée compte de plus classiquement réactionnaire n'ait pas permis, cette fois, une « Union Sacrée » de tous les bons républicains autour d'un gouvernement de « gauche ». Ceux qui comme Antoniazzi, Mendès-France et plusieurs députés radicaux maintient, en fait et en droit, ce qui est, une politique de négociation en avant, ne se sont pas solidarisés avec le Gouvernement. Ils ont voté contre la loi-cadre dont ils ont dénoncé l'inutilité. Non moins remarquable, le fait que

les précédents incidents utilisés pour démentir la parole n'ont été que des paroles. Ni Locoeste et son prestige de « pacificateur », ni l'O.N.U. ni même la crainte des fermés de ces communistes, n'ont pu démorner l'opposition. Et pourtant, Duchet, dans son dernier effort pour rallier ses troupes, s'était écrié: « Si vous tenez la loi-cadre, si vous repoussez toute concession qui occasionnerait un tel résultat pour leur part, vous risquez d'aboutir dans une telle situation que vous ferez ensuite venir des fermés de communistes. Que se passera-t-il ultérieurement si une autre loi-cadre vient le jour, qui sera critiquée grâce à l'histoire communiste? »

ET MAINTENANT?

Ainsi, la crise parlementaire ouverte cette nuit, porte clairement le témoignage de la profondeur de la crise française, de la situation des couches dirigeantes, de leur commun effacement devant une situation dramatique. Cependant, au-delà de ce constat, le rétablissement du pays ramène à s'exprimer dans les milieux, aussi bien qu'à la campagne. L'attente du Peuple algérien, la paix, il y a facilité poursuivre la guerre d'Algérie, répondre à l'O.N.U. résister à la vague de colère qui s'est levée, ce matin, les éditions nationales bourgeoises se désolent. « Sincère journal », dit Le Figaro, « L'avenir nous précède à la gorge », écrit « L'Aurore », une des crises les plus graves de notre histoire politique », affirme « France-Tirou ».

Et pourtant, il n'y a nul mystère dans cette crise, expression parlementaire de la situation française. Elle est la conclusion logique de l'immobilisme du Gouvernement Bourgeois, lui-même sage contributeur du Gouvernement Guy Mollet. Du reste, cette crise, si elle rend évidente l'aggravation de la situation politique française, ne résoud rien, ne change rien. Dans le cadre du Parlement il n'y a pas d'issue. Le Peuple algérien, ce matin, a refusé la démission de Bourgeois afin qu'il continue à expier les « crimes couronnés », et Locoeste est reparti pour Alger. Ce n'est pas au Parlement que s'impose une solution ni dans le pays, ni l'ordon des rapports de forces politiques réels. La classe ouvrière est l'élément essentiel de ces rapports. Elle tient le destin du pays entre ses mains. Si elle parvient à s'émanciper du contrôle de ceux qui ont d'autres intérêts que les siens, si elle parvient à lever dans la lutte ses propres organisations, sa propre direction, elle pourra porter des coups décisifs à ce régime de mort et de misère.

Les luttes ouvrières qui, dès aujourd'hui, se préparent, auront bien plus que n'importe quel « accident » parlementaire, décisives. F. FORGUE.

ATTENTATS CONTRE DES SYNDICALISTES

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.I. (trotskyte)

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste (trotskyte), qui a toujours flétri l'introduction des méthodes stalinienne dans le mouvement ouvrier:

- condamne la violence utilisée par une organisation algérienne contre une autre;
- souligne que, pour ne citer que ce seul exemple, l'assassinat du jeune Hocine Maroc, dont le frère aîné, Mohammed Maroc, dirigeant du Mouvement National Algérien, est détenu à la prison de la Senté, utilise le même système que le Cuzépeu de Staline ou le Gestapo d'Hitler, qui, pour atteindre un militant révolutionnaire, n'hésitaient pas à exterminer toute sa famille;
- constate que les attentats (tel celui dont a été victime Ahmed Semmacha, membre de la C.E. de l'Union des Syndicats de Travailleurs Algériens, secrétaire de l'U.D. de la Seine de l'U.S.T.A.) sont dirigés au premier chef contre des militants et des dirigeants de l'U.S.T.A., organisation syndicale qui préconise l'unité d'action entre travailleurs français et travailleurs algériens pour la défense de leurs intérêts communs; que, partant, ils sont l'expression d'une volonté déterminée, ne reculant de-

rien vient pour en venir à ses fins: creuser un fossé entre les travailleurs français et les travailleurs algériens pour le plus grand profit du colonialisme;

— constate qu'après l'appel lancé par Messali Hadj, les attentats ont cessé pendant une dizaine de jours, preuve manifeste de l'approbation extrêmement large qu'a reçu cet appel par les Algériens de toute tendance politique;

— se refuse à céder devant une certaine forme de paternalisme à rebours qui voudrait que les militants ouvriers français gardent le silence devant de tels crimes. Le P.C.I. (trotskyte), dont quatre militants viennent d'être récemment condamnés pour toute la campagne des trotskystes contre la guerre d'Algérie, fort de son combat inlassable et intrinsèque contre le colonialisme français, n'acceptera jamais de couvrir par son silence des actes contre-révolutionnaires dont l'impérialisme est le principal bénéficiaire;

— décide d'entreprendre une vaste campagne publique pour alerter tous les travailleurs, sur la base de faits et de documents, quant à ces crimes et à leur signification politique.

UNE ENQUÊTE DE LOUIS HOÛDEVILLE (X)

La politique d'austérité du logement

A politique dite d'austérité appliquée par M. Gaillard nous contraint à modifier quelque peu l'or...

UNE MESURE SPECTACULAIRE 450.000 familles, dans leur majorité de condition modeste, ont emprunté au Crédit Foncier pour édifier leur logement...

Le 11 avril dernier, M. Romadour relevait de 1 % le taux de l'es-compte. Le 13 août, M. Gaillard prenait une mesure identique...

LA HAUSSE DU COUT DE LA CONSTRUCTION...

En même temps, une série d'autres mesures, moins spectaculaires mais beaucoup plus graves dans leur prolongement, étaient prises...

deux ans, la hausse sur les matériaux de construction a donc atteint 20 %.

En même temps que les prix plafonnés des LOGECO étaient augmentés de 6 à 9 % selon les départements, le Crédit Foncier réduisait le montant des prêts...



...ET SES CONSÉQUENCES

Il est trop tôt pour faire des prévisions précises de ces mesures. Mais le ralentissement de la construction observé depuis janvier 1957 ne pourra que s'accroître.

Dans la Seine, 26.000 logements ont été lancés durant le premier semestre contre 28.000 durant le premier semestre 56.

Dans le domaine H.L.M., l'insécurité est grande. Si nous en croyons « Les Echos », 4.000 logements H.L.M. auraient été lancés durant les huit premiers mois de 1957...

Si l'on ajoute à cela d'autres facteurs plus importants tels que la crise de la main-d'œuvre (les ouvriers étrangers et frontaliers du bâtiment voient les sommes expédies en Belgique ou en Italie imputées de 20 %), l'on aura une idée de l'aggravation du problème du logement.

Ces mesures même si elles ne concernent en apparence qu'une fraction de la population, ont des conséquences pour tous les candidats à un meilleur logement ou à un logement tout court.

LOUIS HOÛDEVILLE.

Quand Gomulka parle à Zeran

L'AGENCE polonaise P.A.P. a attendu trois jours pour publier le discours de Gomulka devant les travailleurs de Zeran et les réponses aux questions qui lui ont été posées...

frères irrationnelles est de donner à la population un parti politique à travers une libre discussion socialiste. Si la critique est étouffée, de véritables forces pourront se constituer...

P. BRABANT.

Le Congrès du Labour Party

Le Congrès annuel du Labour Party anglais, qui aura lieu, la semaine prochaine, sera dominé par le thème de la baisse du taux de chômage...

Les patrons ont déjà fait leurs préparatifs. Les escarmouches actuelles donnent une indication très claire sur l'état d'esprit qui règne des deux côtés.

Si les patrons et les militants ouvriers de base sont prêts à la lutte, il est évident que les dirigeants du Labour Party, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont qu'à se féliciter...

Michael Foot, le directeur de « Tribune », compare le chef-petit de l'hebdomadaire de la gauche à un « d'Alibi » Peter Thornycroft à un « d'Alibi » qui « Abreuve »...

bra «... Foot appelle le Congrès du Labour Party à faire preuve de fermeté, mais il ne fait aucune mention de la nécessité de donner à la base les armes dont elle aura besoin dans les prochaines semaines...

Beaucoup de choses indiquent, cependant, que le congrès décisif de l'histoire du Labour Party n'aura pas lieu à l'automne 1957, mais qu'une année de luttes aura précédé les pactes conclus de travailleurs et de dirigeants.

Peter FRYER

activité militante et agitée des dirigeants. En attendant, l'un des événements les plus instructifs est le fait que les socialistes aient été élus. Ceux d'entre eux qui croient en une réforme sociale...

Un des dirigeants bevanistes, Mrs. Barbara Castle, membre du parlement, a fait connaître sa position à ce sujet. Elle dit que plusieurs de ses camarades d'élite semblent encore flirter avec l'idée de « démocratiser le vote des classes moyennes ».

« Le Congrès de 1957, et c'est la présence d'un groupe de dirigeants qui sont des marxistes convaincus. Certains d'entre eux étaient encore récemment membres du Parti Communiste. Ce qui est dûment enregistré, il y a quelques années, s'inscrit dans le cours normal des événements en 1957. Après tout, le Parti Communiste et le Labour Party, ces marxistes ont gagné la confiance de leurs camarades, ont été choisis pour les représenter, ont honoré et un privilège qui ne sont généralement gagnés que par un effort méritoire et un courage. Leur présence à la conférence renforcera considérablement la lutte contre les dirigeants réformistes et contre la politique réformatrice.

(Publié avec l'autorisation de « The Militant »)

Rejoignez le P. C. I.

NOIR SUR BLANC

TABLEAU... D'HONNEUR

L'HUMANITE du 19 septembre, annonçant l'arrestation de l'étudiant communiste Louis Guillemin, qui a refusé de servir sous les ordres de Speidel, rappelle la lettre du 31 juillet dans laquelle le jeune homme, fils de Jusviel, informait le Président de la République de sa décision : « Je regrette que la situation dénoncée dans laquelle la présence en France de Speidel place l'armée française, n'empêche ACTUELLEMENT de faire mon devoir de citoyen français... »

ACTUELLEMENT l'armée française. Celui de Massu l'honneur évidemment, aux yeux de l'HUMANITE. Soucieux, comme il l'écrira, de « l'honneur national », Louis Guillemin n'a pas les chances. Sous le commandement de Juin, prédécesseur de Speidel, il n'aurait pas eu à « regretter » de ne pas faire son devoir de Français dans les Aurès ou ailleurs...

EXPRESS

L'EXPRESS du 27 septembre publie, en le présentant comme une découverte qui vient de faire, des extraits du fameux article de l'Intellectuel communiste polonais Leszek Kolakowski, « Qu'est-ce que le socialisme ». Cet article a une histoire. Écrit au début de l'année pour « Le Prolet », il fut interdit par la censure de Gomulka. Les

étudiants le recopièrent, et l'attachèrent sur les murs de l'Université de Varsovie. Un journaliste américain le copia, et il parvint ainsi à la première page de l'hebdomadaire socialiste de « New Leader » aux Etats-Unis.

Le texte on fut ensuite publié (pour la première fois en français) par « La Vérité » dans son n° 450, au mois d'avril dernier.

Il n'y a plus qu'à se procurer, au plus tôt, par ce n° 450, grand hebdomadaire... par express.

Advertisement for Leon Trotsky's works, including 'Histoire de la révolution russe', 'La révolution permanente', 'La question ukrainienne', and 'Le programme de transition de la IVe Internationale'. Includes a portrait of Trotsky and contact information for 'SOCIÉTÉ DE PRESSE, ÉDITION ET LIBRAIRIE'.

Advertisement for 'LÉNINE ET LES' by Leonid Brezhnev, featuring a large portrait of Lenin and text describing the book's content. Includes contact information for 'SOCIÉTÉ DE PRESSE, ÉDITION ET LIBRAIRIE'.

# Encore plus stalinien que KROUCHTCHEV

UN grand hebdomadaire démocratique qui ne recule devant rien pour satisfaire le goût du sensationnel qu'il veut bien prêter à ses lecteurs, même par la publication de soi-disant nouveautés quelque peu faussées, — le très mendessiste *Express* pour ne pas le nommer — publie à grand renfort de tam-tam les souvenirs de l'ex-général de S.S. Walter Schellenberg, ancien chef du département politique étranger des services secrets allemands. Il est très remarquable, bien que *l'Express* nous sache rien ou ne veuille pas que ses lecteurs le sachent, que tous les faits relatés dans cette « révélation » se trouvent déjà dans un livre paru aux Editions des Deux Ours en 1940, sous le titre « Front secret » et sous le pseudonyme de Walter Hagen.

Ce Hagen était-il Schellenberg, c'est ce dont la confrontation des deux textes ne permet absolument pas de douter. Les différences n'en sont pas moins significatives. Le ton général du livre de Hagen est occidental (il prétend notamment Schellenberg, dont il parle fréquemment, comme favorable à une paix séparée avec l'Ouest; n'oublions pas qu'au moment de la publication du livre de « Hagen », Schellenberg poursuivait une peine de six ans infligée par un tribunal militaire à Nuremberg. Il fut néanmoins libéré peu après la publication du livre de « Hagen »).

Le livre de Schellenberg semble avoir reçu de ses éditeurs (Schellenberg étant, d'après *l'Express*, opportunément décédé en 1932, juste avant avoir terminé ses « Mémoires ») une touche nettement stalinienne. Cette touche n'est pourtant pas suffisante pour que ces messieurs les stalinomendessistes. C'est ce qui apparaît dans la relation de l'affaire Toukhatchevsky.

Les traits essentiels de cette

## PAS D'ISSUE

(Suite de la p. 1)

D'ouvriers, bourgeois, socialistes, stalinien ou progressiste, vont affirmer ; y a une solution, en oubliant d'ajouter, à une solution « sur le plan bourgeois », qui ne porterait pas atteinte à la structure du régime capitaliste russe, il n'y a aucune solution populaire à la guerre d'Algérie. Les déliés, les rythmes, indépendamment des « solutions » parlementaires qui seront trouvées, ce sont ceux que les masses prolétariennes en France imposeront par leur propre combat révolutionnaire.

Le problème est identique, sinon dans ses formes, du moins dans son fond. Sur le terrain du parlementarisme bourgeois, il n'y a aucune solution populaire à la guerre d'Algérie. Les déliés, les rythmes, indépendamment des « solutions » parlementaires qui seront trouvées, ce sont ceux que les masses prolétariennes en France imposeront par leur propre combat révolutionnaire.

P. MONGE.

# Métallurgie: Soulever le Couvre-les

Les travailleurs veulent se battre.

Les travailleurs veulent se battre pour arrêter la baisse de leur pouvoir d'achat, pour eux en catastrophe. Cette volonté se traduit dans toute la France par des débrayages multiples, aux formes les plus inattendues et les plus diverses. Les revendications démontrent le caractère des grèves qui démentent. Il ne s'agit pas de 3 ou 4 heures d'heure d'augmentation, en cas de 30, 40 et même 50 francs de l'heure dans certaines entreprises.

Et les ouvriers de la métallurgie veulent se battre, ils entendent engager la bataille sur des revendications substantielles.

Cela a commencé par Saint-Nazaire et Nantes, par l'augmentation de la Loire, Renault-Billancourt.

Certains, les ouvriers de la région Renault ont manifesté leur mécontentement. Mais, par rapport au mouvement de la satisfaction de revendications importantes qui se manifeste dans tout le pays, on peut être étonné du peu d'ardeur de la grande usine.

En effet, dans les jours qui ont précédé le débrayage, la C.G.T., la C.F.T.C., Force Ouvrière, le syndicat indépendant ont diffusé des tracts portant sur des revendications diverses, ordres et désaccords entre syndicates. Le Directeur Dreyfus, pour ne pas être en reste, a fait envoyer à chaque ouvrier un dépliant de belles paroles, de vagues promesses et des menaces pressées.

Dans ce trouble, les ouvriers n'ont jamais eu la parole et n'ont pu manifester leur mécontentement par rapport à la consigne de grève de deux heures des syndicats qui rappellent « TOUTS REUNIS COMPTÉ UN PLUS DE 10 % DU PERSONNEL ».

Le lundi à l'étonnement général c'est Force Ouvrière qui propose de débrayer de 13 heures à 18 heures pour 7 % d'augmentation.

Le mardi, la C.G.T. proclame qu'elle applique également à l'action — partie de 40 francs horaires d'augmentation et annonce qu'elle vient de signer sans réserve les accords de septembre 1955.

Le mercredi, C.G.T. et C.F.T.C. lancent en commun un appel pour une grève de 18 heures à 18 heures en revendiquant 30 francs minimum pour tous.

Le jeudi, le syndicat indépendant Renault déclare d'associer au mouvement de grève de 2 heures s'il n'est pas reçu le lendemain. Le vendredi matin, F.O. invite tous les salariés à débrayer deux heures avant l'heure de sortie habituelle.

En même temps, Dreyfus écrit : « Les revendications d'ouvriers... ces colporteurs de 15 à 20 milliards... » solution illusoire et dangereuse... » et de personnel de l'adhésion de la C.G.T. aux accords de septem-

court, enfin; maintenant, c'est la journée nationale d'action revendicative du 3 octobre.

À Saint-Nazaire la tactique était la suivante: adresser des appels de solidarité dans l'action aux travailleurs de la métallurgie parisienne. Mais le temps que les organisations syndicales invitaient les ouvriers à des grèves tournantes, une heure par atelier et par atelier, « agir » une année pleine!

Dans la Loire, la tactique des organisations syndicales est possible plus loin: grève générale de 24 heures la semaine dernière à l'appel des trois Unions Départementales C.G.T., F.O. et C.F.T.C.

Force Ouvrière chez Renault donna le branle en invitant les travailleurs de l'entreprise à un débrayage tout l'après-midi. Ici, nous avons assisté à une magnifique classe-croisé. Tout de suite après l'appel de F.O., la C.G.T. fait une déclaration s'y ralliant. 24 heures après, C.G.T. et C.F.T.C. se réunissent pour décider de débrayer de deux heures avant la sortie de cha-

## RENAULT: La parole aux ouvriers

VENDREDI 27 SEPTEMBRE, 80 % des travailleurs chez Renault ont quitté l'usine deux heures avant l'heure de sortie habituelle. Sur les 35.000 qui travaillent à Billancourt, un millier environ ont assisté à meeting organisé par la C.F.T.C. et la C.G.T.

Certains, les ouvriers de la région Renault ont manifesté leur mécontentement. Mais, par rapport au mouvement de la satisfaction de revendications importantes qui se manifeste dans tout le pays, on peut être étonné du peu d'ardeur de la grande usine.

En effet, dans les jours qui ont précédé le débrayage, la C.G.T., la C.F.T.C., Force Ouvrière, le syndicat indépendant ont diffusé des tracts portant sur des revendications diverses, ordres et désaccords entre syndicates.

Dans ce trouble, les ouvriers n'ont jamais eu la parole et n'ont pu manifester leur mécontentement par rapport à la consigne de grève de deux heures des syndicats qui rappellent « TOUTS REUNIS COMPTÉ UN PLUS DE 10 % DU PERSONNEL ».

Le lundi à l'étonnement général c'est Force Ouvrière qui propose de débrayer de 13 heures à 18 heures pour 7 % d'augmentation.

Le mardi, la C.G.T. proclame qu'elle applique également à l'action — partie de 40 francs horaires d'augmentation et annonce qu'elle vient de signer sans réserve les accords de septembre 1955.

Le mercredi, C.G.T. et C.F.T.C. lancent en commun un appel pour une grève de 18 heures à 18 heures en revendiquant 30 francs minimum pour tous.

Le jeudi, le syndicat indépendant Renault déclare d'associer au mouvement de grève de 2 heures s'il n'est pas reçu le lendemain. Le vendredi matin, F.O. invite tous les salariés à débrayer deux heures avant l'heure de sortie habituelle.

En même temps, Dreyfus écrit : « Les revendications d'ouvriers... ces colporteurs de 15 à 20 milliards... » solution illusoire et dangereuse... » et de personnel de l'adhésion de la C.G.T. aux accords de septem-

bre 55... « Ce mécontentement légitime tous ceux qui travaillent et veulent leurs conditions de vie devenir plus précieuses... »

De toutes façons, dès maintenant, l'idée se développe largement dans l'usine qu'il est temps de casser de parler, de prendre des engagements et de signer des accords au nom des travailleurs sans leur demander leur avis.

Correspondant.

Des ouvriers métallurgistes qui sont déjà entrés dans la lutte considèrent le mouvement présent comme, en quelque sorte un galop d'essai.

Le mouvement n'est pas le leur. Ni dans ses objectifs, ni dans ses moyens.

La tactique des appareils syndicaux ne leur convient pas.

En d'autres termes, les appareils syndicaux sollicitent un peu le couvre-les, laissent un peu fuir la vapeur, car le mécontentement s'accumule, l'explosion tant redoutée risquant de tout flaqueur par terre.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

semble percer à travers tous les mouvements partiels actuels. Elle s'exprime sous différentes formes, mais elle est latente partout.

La journée du 3 octobre n'a pas d'autre but que de répondre à cette préoccupation ouvrière.

Mais il s'agit, pour les organisations syndicales, d'y répondre de telle sorte que ne subsiste aucun risque de voir les travailleurs dépasser les objectifs fixés. D'où la prudence du communiqué. Il ne s'agit pas de grèves partielles, encore moins de grève générale de 24 heures — les ouvriers manifesteront sous les formes les plus diverses... De plus, et ce fait est notable, ce communiqué est signé des trois organisations syndicales. L'unité est donc réalisée. Oui! Elle est réalisée, non pour élever le mouvement, mais pour le ramener au niveau le plus bas.

En d'autres termes, les appareils syndicaux sollicitent un peu le couvre-les, laissent un peu fuir la vapeur, car le mécontentement s'accumule, l'explosion tant redoutée risquant de tout flaqueur par terre.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

Le calcul part de réalités inconcevables. Mais sa réussite est totalement exclue.

# Thèses d'août

Staline et Kamenov. Ces citations font mieux comprendre les thèses « Thèses d'août » de Lénine. Chacune des phrases de ces textes est une révélation ouverte de la position officielle des bolcheviks, sur tous les plans.

Mais où Lénine puise-t-il les données d'une telle analyse? Dans une vue d'ensemble de la situation, dans une appréciation théorique éminemment tels qu'ils se déroulent sous ses yeux, dans une appréciation théorique correcte de la nature des oppositions de classe, dans la juste perception de ce qui se passe au sein même des masses ouvrières et paysannes, dans la juste appréciation de la situation de la France, dans la juste appréciation de la situation de la France, dans la juste appréciation de la situation de la France.

« Les Thèses d'août » restèrent comme un modèle de la stratégie révolutionnaire, à tous égards, tant d'un point de vue théorique, d'analyse de la situation que d'appréciation du degré de conscience des travailleurs.

## REDRESSEMENT DU PARTI BOLCHEVIK

Lénine remonte le courant. La force, la rigueur, la clarté de ses thèses convainquaient la majorité des membres du parti bolchevik.

« La lutte pour le redressement des cadres bolcheviks, commencée le soir du 3 avril, est en somme terminée à la fin du mois. La conférence du parti qui se tint à Pétersbourg le 24 et 25 avril, fit valoir les thèses d'août, et de la sorte, avant les thèses opportunistes, et d'août, mais de crise aiguë. Le parti, vers ce temps-là, avait considérablement grandi en quantité qu'en valeur. C'est quarante-neuf

délégués représentant soixante-dix-neuf mille membres du parti, dont quinze mille à Pétersbourg. Pour un parti encore hier illégal et aujourd'hui anti-patriote, c'était un chiffre imposant, et Lénine le répète plusieurs fois avec satisfaction. Le physionomie politique de la conférence se dessina dès l'élection des cinq membres du bureau: l'un n'y trouvait ni Kamenov, ni Staline, principaux auteurs des errements d'août ».

Ce redressement du parti bolchevik n'a rien de miraculeux. Pour obtenir ses thèses, Lénine s'adressa d'abord aux ouvriers, à ceux de Vyborg qui avaient déjà manifesté quelque impatience au moment de la ligne de Mars, puis à ceux de Moscou. Les masses allaient à gauche, toujours à gauche. Elles exprimèrent leurs aspirations dans les actions quotidiennes qu'elles entreprirent. De plus, en plus le gouvernement provisoire vivait le sol se débrayer sous ses pas. Les menées bolcheviques lui tiraient le bras, et Lénine savait ce qu'il avait à faire. En février et mai, les travailleurs, dont la majorité, tout confiance aux menchéviks et socialistes-révolutionnaires. Ces formations politiques sont largement les alliés des socialistes. Mais Lénine savait que le parti bolchevik ne pouvait être placé en elles pour soutenir le gouvernement bourgeois du prince Lvov. Ceci n'eut qu'un temps. Le rapport des forces au sein des soviets va très rapidement se déplacer. Les bolcheviks vont y gagner au moins. Le redressement d'août prépare les journées de juillet, sous les yeux de tous, où les bolcheviks lanceront le mot d'ordre de la prise du pouvoir.

Ce qui lui se représentent la révolution russe se faisant sans succès, la réalité oppose un chemin différent. Ceux qui, dix, vingt ou trente ans après considèrent « Les Thèses d'août » comme « allant de soi », n'ont que de la qualifier d'imbécillités sans espoir. Toutefois, les enseignements politiques de cette période de deux mois, trouvent et trouveront encore leur application dans la lutte des travailleurs contre le régime bourgeois. Au parlementarisme bourgeois, les ouvriers doivent opposer leur propre organe de pouvoir. Le parti qui prétend à la direction du prolétariat ne peut rien céder sur les principes essentiels de son programme anticapitaliste, révolutionnaire et socialiste.

Si les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks innovèrent en refaçonant un pouvoir qui leur donnaient les travailleurs, préférant confier celui-ci à la bourgeoisie, ils firent école.

Dans les révolutions qui ébranlèrent par la suite le monde entier, les socialistes-démocrates et les stalinien se retirèrent de la lutte révolutionnaire. Plus près de nous, en France, au moment du Front Populaire, en 1944 au moment du tripartisme, « socialistes » et « communistes » français s'allièrent avec représentants bourgeois, Dolador en 34-36. En France, de Gaulle en 44 pour trahir les intérêts ouvriers et trahir la confiance que les travailleurs avaient placée en eux.

La suite des événements, en 36, comme en 44 démontre à quel point une telle politique pouvait être funeste aux intérêts des travailleurs. Elle fut une confirmation négative de la politique intransigente des « Thèses d'août », et de la justice d'une position de principe quand les intérêts vitaux des masses ouvrières sont en cause.

## Bulletin d'abonnement

Nom : .....  
 Adresse : .....  
 .....  
 souscrit un abonnement de un an, six mois, trois mois (payer les mentions inutilisées à la Verité) .....  
 Verser le montant de l'abonnement à C. C. P. S. P. E. L. 6032-01 Paris.

LA REVENDICATION QUI S'IMPOSE

Qui est capable, aujourd'hui, d'évaluer avec exactitude l'ampleur de la hausse des prix survenue depuis le 1er juillet dernier ? Personne, en vérité... Les grandes confédérations n'ont pas leur propre indice des prix, calculé à partir de données établies par elles...

Le gaz a bondi de 25 % Une manière économe de dépense facilement 4.000 francs de fruits et légumes en faisant son marché pour une famille de quatre personnes. Il y en a pour deux jours.

Par ailleurs, après la grève des boulangers, nous voici devant celle des bouchers et des maraîchers. Pourquoi pas ?

Cette politique patronale et gouvernementale touche toutes les couches de travailleurs indépendants. Les organisations syndicales ont fait une concession importante en abandonnant pratiquement les augmentations hiérarchiques.

Les travailleurs, dans les luttes actuelles, posent des revendications de 30, 40 ou 50 francs d'augmentation horaire totale pour tous. Ils veulent résoudre la question de leur pouvoir d'achat.

Le revendication qui s'impose aujourd'hui pour tous les travailleurs, de toutes les catégories, de toutes les professions, horaires et mensuels, est une augmentation égale pour tous.

10.000 FR. D'AUGMENTATION MENSUELLE EGALE POUR TOUS. Voilà une revendication capable d'unifier tous les ouvriers de France dans la lutte.

Les travailleurs doivent l'imposer. C'est la revendication unitaire par excellence, la seule qui peut combler les dernières heures.



Chez Bréguet : " Tribune libre ", N° 1

Le 15 avril 1957, à la suite d'un meeting, une grève était décidée chez les ouvriers de la maison Bréguet.

A l'inverse de bien des grèves, celle-ci changea en ce qu'elle fut active : délégations, manifestations, meetings, rien ne fut décidé sans être convenu par l'ensemble des ouvriers. De plus, cette lutte fut menée par un comité de grève élu lors d'un meeting représentatif véritablement des ouvriers de chaque atelier. Le journal de la grève qui parut après cette lutte se terminait par :

De l'ensemble des camarades du comité, il ressort que la discussion et la publication des différents textes est le seul moyen permettant le regroupement et l'élaboration d'un programme commun et son aboutissement.

De ce fait, ce procès-verbal devait permettre l'ouverture d'une discussion démocratique.

L'idée de sortir une Tribune Libre de discussion était née.

Même le laps de temps qui a séparé la grève de la parution de cette tribune ne dimina pas l'enthousiasme que les ouvriers mirent à travailler sur ce journal.

Ce journal est paru vendredi 26 septembre et fut écrit et imprimé par les ouvriers syndiqués et inorganisés.

Voici quelques passages : Ce journal est, tout journal, il sera ce que tu en feras ; si tu ouvres à chacun, avec ses idées, les moyens qu'il soulève.

maine lorsque ce n'est pas 60 heures de travail ? Pourtant les 40 heures avaient été jugées raisonnables, tant au point de vue physique qu'économique. Combien faudrait-il faire d'heures pour pouvoir vivre ? En faisant faire des heures supplémentaires à 50 %, le patron refuse son bon sens, sinon il arrêterait. Pourquoi ne pourrions-nous pas nous payer raisonnablement 40 heures de travail et 60 heures de repos ?

Unissons-nous dès maintenant dans une lutte pour appliquer la semaine de 40 heures. Les sanctions tombent sans qu'il y ait de grève, soit directe ; et se situent sur le boni et l'augmentation.

C'est le premier atout de la direction pour faire gagner la discipline, la discipline et tenter de supprimer la discussion. L'avisé avisé est le deuxième atout qui nous avons apparence benigne et qui sert d'exemple pour tous, mais le peu de publicité, crée un climat de méfiance et de soumission.

Il faut que cela cesse ! nous ne sommes pas des automates, nous avons notre dignité que nous ne laisserions pas à ces messieurs. Notre droit à la vie ne peut être gangné qu'à travers notre lutte. Regroupons-nous autour du boni joué une part moins prépondérante dans les salaires.

En fait de rajustement, des écarts de 50 francs subsistent à la base de certaines catégories, qui se traduisent par 80 ou 90 francs de différence avec le boni. Le règlement des bonis ne fait pas le minimum. Le paye doit être fait selon le travail effectué. Il faut une solution stable ; boni minimum 30 ou 35 % de l'heure. Le boni joue une part moins prépondérante dans les salaires.

Notre droit à la vie ne peut être gangné qu'à travers notre lutte. Regroupons-nous autour du boni joué une part moins prépondérante dans les salaires.

La direction multiplie ces escroqueries ce ne sont que temps courts, il faut donc se méfier d'un taux anormal bas.

La lecture de la feuille de paye montre que les heures supplémentaires à 10 % de boni en moins sur un salaire sans une série de pièces, alors que bien souvent elles sont réalisées. Le taux de rebat est ridicule, quand on constate les conditions de travail à l'Intérieur de l'usine.

Beaucoup d'erreurs sont commises, l'exemple du bandeau de la fabrique en subit les conséquences. L'emploi d'une machine n'est pas une justification dans une répartition des responsabilités.



DANS LES MINES

Le 50<sup>e</sup> anniversaire de COURRIÈRES

Un article d'ANDRÉ MARTY

L'ennemi Charles Lemoine, dont nous prions d'annoncer pour notre prochain numéro, dans le cadre de nos mines, le rôle qu'il a joué à la grève de Courrières, nous ouvre un article sur le thème d'André Marty, avec la lettre qu'on va lire :

Chers camarades, Dans le cadre de la série d'articles sur les mines, il est possible que je reçoive de camarades mineurs des articles venant d'autres éléments de Courrières. J'ai voulu écrire sur Courrières, par le regret d'André Marty, C'est en 1908 que je l'ai fait parvenir, me demandant si je verser des indemnités aux anciens propriétaires des mines, car ces indemnités de l'Etat sont payées aux contribuables, c'est-à-dire par les mineurs.

Il est vrai que Duguet n'avait été nommé à la tête de la Fédération Thorez, Ducheix, ne peut qu'excuser l'attitude de Duguet. D'autant plus que ce n'est en France le dernier cadre des salariés qui ont fait tant de mal aux travailleurs.

Voilà comment le 50<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Courrières sera la cause des mineurs, et non pas celle : « des rois de la mine et du rail ». Elle n'est que la cause des mineurs.

DANS LA FONCTION PUBLIQUE

LES MEMES OUBLIS DE DUGUET Un secrétaire de Fédération des mineurs C.G.T., digne de ce nom, aurait réagi à la vérité. Il aurait prouvé que Guy Mollet a caché cette vérité sur les crimes monstrueux du Comité des Houillères. Il aurait demandé en conséquence que poursuivi à ce crime, Guy Mollet intervienne pour finir de verser des indemnités aux anciens propriétaires des mines, car ces indemnités de l'Etat sont payées aux contribuables, c'est-à-dire par les mineurs.

LES OUBLIS DE GUY MOLLET

Mais Guy Mollet a oublié deux « petits » faits. D'abord, il n'a rien dit sur la cause immédiate de la catastrophe. Or, le 6 mars 1908 (4 jours avant le coup de poussier), le délégué mineur Pierre Simon demandait dans son rapport écrit, entre autres, il serait urgent de faire une trouée de trois mètres dans les vieux remblais pour donner de l'air à « Capin » et à « Tracquet ». Rien n'a été fait parce que le rapport des directeurs des mines s'y opposait. Guy Mollet a caché aussi que le 30 mars, soit 20 jours après la catastrophe, 15 grévistes sortirent par leurs propres moyens. Cinq jours plus tard sortait Berton à Sallaumines après avoir passé à blessés. 25 jours dans la mine en feu. C'est alors qu'après les premiers moments de joie, la colère des mineurs et de leurs familles a éclaté. Il est clair que la Compagnie déjà responsable des morts, n'avait pas fait tout le nécessaire pour assurer le sauvetage ; cela coûtait trop cher. Et ce fut la grève générale des mineurs qui exécuta des gr-

CHEMINOTS : UNE COMEDIE BIEN ORCHESTRÉE

L'Éléonora C.G.T., C.F.T.C. et C.F.D.A. s'étaient donné rendez-vous le 30 septembre pour discuter l'une grève de 48 heures début octobre. Une Commission paritaire de travail avait été constituée, elle avait pour mandat de faire un rapport sur la situation de la grève le 28 septembre (voir « La Vérité » n° 49 du 19 septembre). Voici comment les choses se sont passées. A la réunion du 19, le représentant du Ministère fut convoqué. Il n'y eut pas de discussion. Les revendications des cheminots furent discutées au sein d'une commission permanente consultative. Si un dossier avait été constitué, les mêmes hommes passèrent sans doute dans la pièce voisine pour discuter avec le ministre. Mais ce qui est sûr, c'est que le représentant du Ministère n'eut rien à dire. Le 20 septembre, les cheminots déclarent que le protocole de conciliation n'a été signé. Le 21 septembre, les cheminots déclarent que le protocole de conciliation n'a été signé. Le 22 septembre, les cheminots déclarent que le protocole de conciliation n'a été signé. Le 23 septembre, les cheminots déclarent que le protocole de conciliation n'a été signé.

LA PAROLE AUX OUVRIERS METALLURGIQUES

On a lu la démonstration de la stratégie de désorganisation des luttes, l'atomisation de celles-ci, qui est la ficelle directrice de toutes ces barbacottes, toutes embellies malgré leurs marques ou leurs diques dissemblables. Il y a des représentants, des représentants, des représentants... Mais ce n'est pas la parole aux ouvriers qui compte. Ce n'est pas la parole aux ouvriers qui compte. Ce n'est pas la parole aux ouvriers qui compte.

Les Revues Ouvrières 7, rue Victor-Hugo, Montrouge. Travail effectué par des ouvriers syndiqués. Le Gérant : P. Lambert.

R. ARTAUD. LIRE EN PAGE 2 RENAULT. LA PAROLE AUX OUVRIERS METALLURGIQUES: SOULEVER LE COUVERCLE

# Vendredi 8 novembre à 20 heures 30

## Salle des Horticulteurs, 88, rue de Grenelle Paris (VI)

# Meeting du 40<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre

Avec Gérard BLOCH - Peter FRYER - Charles LEMOINE

Depuis le premier novembre 1954 "LA V" a été dix-sept fois saisie parce qu'elle dit la vérité, parce que c'est un journal honnête, parce que c'est le seul journal révolutionnaire.

Pour que vive « LA VÉRITÉ »  
**SOUSCRIVEZ**  
**ABONNEZ-VOUS**

### Le procès des tortures sera jugé le 12 Octobre

## Non-témoignages accablants

L'Egrégot de notre journal « La Vérité » sera jugé le 12 octobre 1957 pour avoir publié quelques lignes sur les tortures en Algérie. Depuis près d'un an, la campagne de presse contre les tortures, les détentions illégales et arbitraires, les arrestations abusives, n'a cessé de se développer. Tant et si bien que M. Mollet, lorsqu'il était président du Conseil des ministres, un homme dont chacun apprécie la susceptibilité pour tout ce qui touche aux honneurs, libertés, patrie, socialisme, etc. — à dire rien, ou plutôt une confirmation de ce que notre journal n'a cessé d'écrire et de demander. C'est sans doute ce qui permit à M. Thorp d'écrire : « Ce serait reconnaître (en ne publiant pas les faits dont il a fait état dans son rapport la Commission internationale contre le régime concentrationnaire... » « Nous n'avons jamais accordé un seul instant quelque valeur à cette Commission de sauvegarde. Son but d'ailleurs était trop évident, dès sa création. Elle tourne toutfois à la confusion de ses initiateurs, car par là, c'est confirmer, ne rien dire, c'est également confirmer. Mais une question se pose. Y a-t-il deux vérités ? Les trotskystes sont-ils juges moins à cause de ce qu'ils écrivent et qui est vrai que parce qu'ils sont trotskystes ? Déjà le procès politique qui nous a été fait devant la Cour d'Appel de Paris semblait exprimer cette tendance. Les attendus du jugement étaient particulièrement clairs à cet égard. En sera-t-il de même du procès du 12 octobre ? Les pièces sont là. Les trotskystes ont ouvert — les premiers — le dossier des tortures. Ils ne sont pas décidés à le refermer. Pour le reste, le peuple jugera. » « La Vérité ».

Et appelle à une « grande » journée nationale de lutte pour le 17 octobre... le projet devant être adopté le 3 octobre... D'ici là « chaque député doit recevoir une masse de délégations, pétitions, télégrammes », pour appuyer « le groupe communiste puisant et décidé ». Autant appliquer un caustère sur une jambe de bois. — Ainsi, nul ne peut douter, les masses populaires ne peuvent rien attendre de bon de l'Assemblée Nationale, eux députés socialistes voteront avec « discipline » et, jouant à fond le jeu parlementaire, l'opposition du P.G.T. apparaît comme une soupage de sûreté garantissant le système et la poursuite de la guerre totale. Ceci dit, malgré tout, ces interminables débats laisseront quelque chose qui n'est pas sans importance. Non que ceux qui vont voter la loi-cadre, ou ceux à qui elle « revient » (adresser les Algériens) prendront au sérieux l'une ou l'autre (ou l'ensemble) des dispositions de ce minutieux et vain chafaudage. Il a fallu néanmoins que la discussion s'ordonne autour d'un axe précis : l'« Exécutif ». Et qu'est-ce donc que l'« Exécutif », sinon un Etat ? Par ce simple fait, un premier et grand succès de la révolution Algérienne a été remporté — le Parlement algérien, ayant engagé le combat pour la reconquête de sa souveraineté, qui ne peut être matérialisée que par l'Etat Algérien indépendant. Ainsi, ces messieurs les défenseurs de tous horis de la présence colonialiste française, réactionnaires et libéraux, eux qui, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, menent la guerre au nom de « l'Algérie partie intégrante de la France » ont dû, contraints et forcés par la lutte des masses algériennes, reculer. La discussion sur l'« Exécutif » est donc (à moins que quelque sanglant dupé ait été la formule : « l'Algérie, c'est la France »). Mais, non moins évidemment, ceux qui ont cherché à tout prix à éviter le contenu. Constatons seulement que les « hostiles », les « ceux-là » (qui sont par l'« Exécutif-mannequin », en ce défilant. Le Peuple algérien n'aura pas de cesse de leur faire entendre l'apparence d'un pouvoir dont il ne peut accepter ou rien. En conséquence de quoi il ne considérera pas la C.G.T. comme signataire. Les choses en resteront là pendant deux jours. — Puis, le 21 septembre 1957, le syndicat C.G.T. signe l'accord Renault. AVEC TOUTES SES CLAUSES. Quelles raisons donne-t-il ? Aucune véritablement. Invoquer, comme il le fit, le caractère ministériel D.G.T.M. N° 5 du 10 mai 1957 ou un récent avis du Conseil d'Etat est une plaisanterie. Il le dit le caractère ministériel, ni l'avis du Conseil d'Etat ne modifient le contenu de l'accord. Pour le dire, pour le dire. Qui, par ailleurs pourrait croire que c'est le Conseil syndical de la C.G.T. Renault qui a décidé de la signature ? Ben oui. Les débats ne furent pas moins vifs dans la C.G.T. et dans les autres syndicats. Finalement, la C.G.T. se rallia à la position suivante : elle doit être à signer les accords, elle doit signer les accords, elle doit signer les accords, mais elle dénonce les clauses particulièrement « colportées », M. Dreyfus répondit carrément que les accords formaient un tout et que les signataires devaient tout

### La C. G. T. signe sans réserves les accords Renault

## A l'horloge de la trahison, il n'est jamais trop tard

Des usines nationalisées avaient envoyé des télégrammes aux travailleurs de chez Renault pour les appeler à se mettre en grève... Les organisations syndicales étaient donc plus en phase avec des conséquences bien plus graves encore que la première... les accords d'entre-prise qui avaient été élaborés par la direction en septembre 1955 et qui avaient été parés par tous les syndicats, sauf la C.G.T. Rappelons les raisons qui avaient motivé la proposition de tels accords par la direction de la Régie des Usines Renault, accords qui devaient avoir un retentissement national, la plupart des entreprises de la métallurgie les signaient, quelques semaines ou quelques mois plus tard pour les présenter à la signature des sections ou syndicats des divers entités... Ces accords seraient au moment même où les métallurgistes de Nantes et de Saint-Nazaire ont signé le contrat pour les 40 tonnes d'augmentation édicte pour eux. Cette lutte, qui se déroula depuis trois semaines, provoqua de nombreux renvois dans l'ensemble de la métallurgie française. Les métallurgistes de Nantes avaient fait appel aux travailleurs des autres régions de France et particulièrement aux métallurgistes de la Région parisienne, pour les soutenir dans la lutte.

## Et cette rallonge, quand est-ce qu'elle vient ?

### Quand nous irons la chercher, tous ensemble et en même temps, chez le patron et au gouvernement !

### L'IMPASSE DE LA LOI-CADRE

réalité resterait aux mains de l'impérialisme français. Mais ceci est un autre problème — le seul important il est vrai — dont la solution est d'ores et déjà inscrite dans les faits. L'histoire se soulera fort peu des savantes constructions élaborées à Matignon et à l'Assemblée Nationale. Le spectacle offert par les palanques de ces graves messieurs les ministres et députés de tous les partis, qui, sous le prétexte de discuter du haut de la tribune du Palais-Bourbon, se croient investis de la capacité de régler, aux lieux et places des peuples et en leur nom, les questions vitales qui les assaillent, est effectivement peu ban. Observez ces multiples char-sés-croisés, Bourges-Maunoury et Lacoste, hier salués par les ultras se voient, en termes à peine voilés, accusés de « sécessionnisme ». En sens inverse, le Président du Conseil se voit obligé de suivre le chemin de son « camarade » de Paris Mendès-France, lequel, chef du gouvernement le 1<sup>er</sup> novembre, a commencé la guerre totale au nom du mythe de l'« Algérie, c'est la France », pour « retrouver ensuite dans l'opposition du P.G.T. le plus évident de la profondeur » de la situation. L'impérialisme français, Car, à y regarder de près, les te-

P. LAMBERT.  
(Suite page 4)

## NOIR sur BLANC

### AUTO-CRITIQUE

RENDANT compte de l'absence de l'Union... le 14 septembre par des militants cégétistes de l'automobile, un certain René Pichelin fait preuve d'une « honneur aussi noir qu'involontaire. » « Près de cent militants... » écrit-il, « sont venus à Baillet... » Près de cent ! Quelle me-

sure de la désaffection des ouvriers à l'égard des Bontzas syndicaux. Il n'y a pas si longtemps, ils venaient par milliers à Baillet... n'est pas, semble-t-il, sans prendre le pourquoi de cette désaffection des travailleurs à l'égard de la C.G.T. : « ... mécontentement des ouvriers grandit », écrit-il, « Mécontentement qui finit, TANT IL EST GRAND, PAR TROUVER son arme, et que « C » et « B » allient consucrer, à Damas, la satisfaction de la Syrie. Même que Séror, le nouveau Béria, y avait séjourné. Ce qui empêcha pas le « rouge » El Azem, ministre de la Défense nationale et, à ses moments perdus, grand propriétaire d'un partage des terres de l'Etat, mais pas du tout de celles des propriétaires privés. Et à qui iront les terres de l'Etat « partagées » ? Aux « bons patriotes »... comme El Azem. Voilà des alliés selon le cours du Kremlin. (SUITE PAGE 4).

Abonnez-vous

Daniel RENARD.  
(Suite page 4)

(1) Voir « La Vérité » du 11 mai 1957.





Que venent les fonctionnaires ?

Une interview de René DUMONT, de la C.E. de la F.G.F. (F.O.)

A l'issue de la C.E. de la Fédération Générale des Fonctionnaires F.O., lundi 23 septembre, nous avons été poser quelques questions au camarade Dumont...

Je t'arrête là pour te poser une question très d'actualité; les camarades fonctionnaires n'ont-ils pas songé au fait que les cheminots, les gars de l'E.D.F., ceux de chez Renault, etc., veulent dépasser les niveaux lamentables où ils sont parvenus...

grève générale de la Fonction Publique, de toutes les corporations unies au maximum qui est posée par les faits. Hélas, les grands responsables fédéraux n'en sont pas là. Pourquoi les travailleurs ne les y conduisent-ils pas ?

R. ARTAUD.

Comment DELON écrit l'histoire

DANS une brochure consacrée à la grève des banques de juillet dernier, Pierre Delon, secrétaire fédéral de la Fédération des Employés C.G.T., résume le tour de force, en 32 pages, de ne pas écrire une seule ligne sur le moindre mot du mouvement...

Dans le domaine des leçons de la grève, F.O. et C.F.T.C. ont été plus prudentes. Jusqu'à ce jour, elles n'ont pas fait de brochure, cette leur avait été imposé par le comité d'initiative...

Correspondant Banque.

LETTRE DE NANTES

Les métallos de Nantes, comme ceux de Saint-Nazaire, comme les travailleurs du bâtiment sont en grève. Les récentes manifestations et débrayages l'ont montré. Mais l'exemple de 1955 est tout près: 53 jours de grève, isolés. Quand Malinot à Saint-Nazaire...

Correspondant.

NOIR SUR BLANC

(Suite de la p. 1)

VIOLONS DESACORDES

Il fallait être compatriote de Clausenitz pour écrire un livre pareil, écrit Robert Escarpit, dans « Le Monde » daté du 24 septembre, à propos de l'ouvrage d'un « bon américain », qui « nous fait pas mystère de ses origines allemandes ».

Dans la colonne voisine, on peut lire, sous la plume de Robert Gauthier, une critique des ultras d'Algérie coupables d'avoir « oublié qu'il n'y a pas plus de « Hens Indissolubles » que d'ennemis héréditaires ».

Alors, qui ? Y en a, ou y en a plus, d'ennemis héréditaires ?

ACHETEZ TOUS VOS LIVRES à la S.P.E.L.

Travail exécuté par des ouvriers syndicaux. Les Presses Ouvrières 7, rue V-Hugo, Montreuil (Seine) Le Gérant : P. LAMBERT

MIROIR AUX ALOUETTES... et réalités de la lutte revendicative

A U département 11, chez Renault, à Billancourt, la section C.G.T. définit ainsi ses revendications: « Pour tous, une augmentation horaire de 40 frs, reposant sur une augmentation en pourcentage... »

« La semaine de 45 heures, premier palier vers le retour des 40 heures, sans diminution de salaire ni augmentation des cadences... »

« Pour tous un mois de congé. Et d'autres choses encore... » Au département 65 de la même usine, la section syndicat C.G.T. pose également ses revendications. Elle se retrouve sur la revendication des 40 frs de l'heure, mais par esprit de conciliation (avec la C.F.T.C. sans doute) mais ce n'est pas cette revendication est ramenée à 30 frs; par contre une prime de 15.000 frs de vie chère est demandée. Cette prime est-elle exceptionnelle ou pas ? Est-elle hiérarchisée ou non ? Ce n'est pas écrit non plus.

Chez Meccano, à Bobigny, des débrayages ont eu lieu pour une demande d'augmentation des salaires de 30 frs de l'heure. Chez Renault-Billancourt, à Châteaufort, les métallos demandent une augmentation de 35 frs de l'heure et débrayent une heure. Dans la Loire, les trois syndicats demandent une augmentation de 30 frs de l'heure et appellent les métallos à faire grève toute la journée du 26 septembre.

A Saint-Denis, aux usines de la Fibre-Diamond, c'est également pour trente francs de l'heure que les travailleurs sont en grève depuis le 5 septembre. A Brive, les syndicats demandent une augmentation des salaires de 45 %. A Rouen, les organisations syndicales demandent une augmentation de 40 frs de l'heure. Nous pourrions allonger la liste.

Mais les exemples que nous avons pris là, au hasard des tracts, des journaux des sections syndicales et de la presse quotidienne sont très importants, car ce qu'ils révèlent de la politique des organisations syndicales est plus particulièrement de la C.G.T. Ajoutons que toutes ces revendications de salaires sont en général précédées d'un exposé de la situation, selon lequel le coût de la vie aurait augmenté de 20 % depuis le mois de juin dernier.

La première constatation est que la plupart des revendications sont des augmentations égales pour tous. La raison de l'abandon d'une augmentation hiérarchisée par les organisations syndicales est l'impopularité de telles augmentations. Les travailleurs ne veulent plus se battre pour des augmentations qui sont, pour eux, dérisoires, et, pour les cadres, substantielles. C'est un point d'arrêt.

Par ailleurs, il faut remarquer que le « tout » qu'ont les organisations syndicales des revendications des travailleurs ayant une apparence de sérieux, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie.

Mais c'est précisément là où le bât blesse. Car toutes ces revendications d'augmentation de 30 ou de 40 frs de l'heure, tentant de rattraper la hausse du coût de la vie, sont toutes posées, par les organisations syndicales, sur la base des entreprises où, dans le meilleur des cas, sur la base des localités.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Les organisations syndicales ont-elles la prétention d'arracher, à l'échelle d'une entreprise ou d'une localité, une augmentation de salaire que les travailleurs de Saint-Nazaire n'ont pu obtenir, en luttant tout au long de l'année avec l'énergie que l'on sait au cours du mois d'août 1953 ? Elles n'ont peut-être pas cette prétention, mais ce qui est sûr, c'est que, devant les revendications à l'échelle d'une usine, elles veulent ainsi donner le change et faire croire aux travailleurs qu'elles luttent effectivement pour révaloriser leur pouvoir d'achat.

Le tour est joué. Les organisations syndicales ne veulent pas engager le combat d'ensemble qui peut seul arracher un pouvoir d'achat décent. Les organisations syndicales savent très certainement que des revendications de 5 ou 10 frs de l'heure ne peuvent entraîner l'adhésion des travailleurs.

Elles surenchérisent sur les revendications en se gardant bien de donner les moyens d'action qui peuvent permettre de les arracher. Elles font d'ailleurs très vite, car le temps presse. En effet, la liste que nous avons données des entreprises est longue, mais, à sa lecture, l'idée qui s'impose immédiatement est que, si tant de travailleurs et d'entreprises passent à l'échelle d'une localité ou d'une usine, ils sont très proches les uns des autres, il ne faudrait pas grand-chose pour que ces mêmes travailleurs qui, aux quatre coins de France, luttent séparément, se mettent d'accord et luttent ensemble.

Il suffirait que le mouvement démarre dans une usine, que les travailleurs sachent où ils vont et pour quoi ils se battent, et comment ils vont se battre.

Ce moment n'est pas tellement éloigné. C'est sans doute ce que Walter Reuther lorsqu'il lança, de Saint-Nazaire, son appel aux métallos parisiens pour qu'ils soutiennent les métallos nazairiens, pendant que dans le même temps, il organisait des grèves tournantes d'une heure, et tous les jours, dans les chantiers de construction, bien sûr, avec les responsables des autres organisations syndicales.

François TARRANT.



La situation des condamnés à mort en Algérie

(Suite de la page 1.)

Le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression anti-démocratique française sur la situation intolérable faite aux condamnés à mort détenus à la prison civile d'Alger.

En sus d'une nourriture insuffisante et de mauvaise qualité les cinq hygiène élémentaire réduite au minimum, une douche de cinq minutes par semaine. De plus, lors de la promenade réglementaire, les menottes sont, depuis le 1er septembre, remplacées par des chaînes entravant les mains et les avant-bras. Enfin, le parloir hebdomadaire est limité à cinq minutes par semaine. En signe de protestation, une grève de la faim a eu lieu le 2 septembre à titre d'avertissement. L'administration refusant d'appliquer le régime normal, Leblab Rahab, Brick Amar, Boussada M.Hamed et leurs collègues militants du M.N.A. (Mouvement National Algérien) ont commencé le 10 septembre une grève de la faim illimitée. Par solidarité, tous les détenus politiques algériens de la prison civile d'Alger ont observé une grève de la faim de 48 heures les 10 et 11 septembre 1957. Paris, le 14 septembre 1957. (Communiqué)

tants et les adversaires de ce malheureux X. Exécuteur « vite de tout contenu non, les uns et les autres du point de vue de la défense des intérêts de l'impérialisme, pas tout à fait tort.

Ceux qui refusent l'« Exécuteur » comprennent fort bien que nulle force au monde ne pourra barrer la route à l'inébranlable volonté du Peuple Algérien de recouvrer son indépendance nationale, c'est-à-dire son Etat.

Mais ceux qui veulent un « Exécuteur » comprennent également fort bien que l'insurrection algérienne a sonné le glas d'un passé à jamais révolu. Que si l'« on », c'est-à-dire l'Etat, ne consent pas à renoncer à exploiter économiquement, il lui faudra faire des concessions politiques.

Cette double et contradictoire « conscience » des intérêts du capital est à la source d'un déchirement qui ne peut que s'approfondir chaque jour. En Algérie, les « succès » militaires sont et seront impuissants à permettre le retour à l'ancien « ordre » des choses. En France, les charges de la guerre coloniale deviennent de plus en plus lourdes pour les masses travailluses.

L'abîme ouvert devant l'impérialisme français par la Révolution Algérienne s'approfondit chaque jour. En Algérie, les « succès » militaires sont et seront impuissants à permettre le retour à l'ancien « ordre » des choses. En France, les charges de la guerre coloniale deviennent de plus en plus lourdes pour les masses travailluses.

ACCORDS RENAULT

(Suite de la p. 1)

Alors, que faire ? Une loi-cadre ? Un compromis sur le texte primitif ? Une nouvelle crise ministérielle ? De beaux discours au Parlement nous ont été tendus à Alger. Des voyages, aux frais de la princesse, aux quatre coins du monde, ont été organisés à l'occasion de la visite de l'O.N.U.

Tout cela ne change rien, et ne peut rien changer à ce fait fondamental: que le Peuple Algérien, fort de son droit à disposer sur lui-même, entend recouvrer sa souveraineté nationale et un Etat indépendant; que le Peuple Français, loin de perdre à la réalisation de cet objectif, mais de gagner, car c'est certainement pas les cas des milliardaires d'Alger, de MM. Bourgeois et Blachette, mais ce sont justement ces messieurs et leurs collègues français qui disent « non » aux augmentations de salaires et qui ont vu centaines de milliards gaspillés dans la guerre pour la protection de leurs privilèges. Alors ?

veraineté nationale et un Etat indépendant; que le Peuple Français, loin de perdre à la réalisation de cet objectif, mais de gagner, car c'est certainement pas les cas des milliardaires d'Alger, de MM. Bourgeois et Blachette, mais ce sont justement ces messieurs et leurs collègues français qui disent « non » aux augmentations de salaires et qui ont vu centaines de milliards gaspillés dans la guerre pour la protection de leurs privilèges. Alors ?

ACCORDS RENAULT

elles en toute honnêteté courir le risque de créer constamment débordées par les surenchères de la C.G.T. ? Tout est parti ?

Elles en toute honnêteté courir le risque de créer constamment débordées par les surenchères de la C.G.T. ? Tout est parti ?

(I) Il s'agit du projet d'accord social.